

des dizaines de milliers de Biafrais meurent de faim chaque semaine et que jusqu'ici le gouvernement du Canada n'a pas adopté de programme énergétique et humanitaire qui aurait secouru cette population civile affamée, pourrait-il nous dire quelles mesures le gouvernement du Canada entend prendre, fût-ce à la onzième heure, pour éviter ce qui menace d'être l'une des grandes tragédies de notre temps?

Le très hon. P.-E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je prierais le secrétaire d'État aux Affaires extérieures de répondre à cette question.

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, nul gouvernement n'a essayé avec plus d'énergie de mettre fin à cette guerre affreuse au Nigéria, et nul gouvernement n'a envoyé plus de secours pour alléger les souffrances et la famine terribles qui sévissent en ce pays.

Une voix: Ces secours parviendront-ils au Biafra?

L'hon. M. Sharp: Malheureusement, la Croix rouge internationale, association qui nous a paru dans ce cas l'instrument le plus approprié, n'a pu s'entendre avec les autorités du Nigéria et du Biafra quant à l'itinéraire. Je le regrette profondément. Nous avons essayé d'encourager une entente, mais nous n'y sommes pas encore parvenus.

L'hon. M. Stanfield: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Quelle pression le Canada a-t-il exercée sur les gouvernements de Lagos et du Biafra pour les inciter à trouver un arrangement, acceptable aux deux parties, pour l'envoi de secours au Biafra?

L'hon. M. Sharp: Nous y avons apporté toute l'insistance possible, monsieur l'Orateur. Nous avons été constamment en rapport avec le gouvernement de Lagos. Le chef de l'opposition conviendra sans doute que, dans les circonstances actuelles, une organisation mondiale, comme la Croix-Rouge internationale, dont les motifs sont irréprochables, est l'instrument le plus efficace. Cet organisme pourrait faire œuvre très utile. Je suppose que les députés de tous les partis conviendront que nous devrions continuer à agir par l'intermédiaire de la Croix-Rouge internationale.

[L'hon. M. Stanfield.]

L'hon. M. Stanfield: Encore une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures ne pense-t-il pas que cette question préoccupe à tel point la conscience de l'humanité que des mesures devraient être prises par l'intermédiaire des Nations Unies pour faire pression sur la Grande-Bretagne, l'URSS et tous ceux qui fournissent des armes aux combattants du Nigéria et pour agir, par son intermédiaire, afin de permettre aux organismes internationaux ou aux Nations Unies elles-mêmes de secourir le peuple du Biafra qui meurt de faim?

L'hon. M. Sharp: Comme le chef de l'opposition, je reconnais que c'est à tous les peuples du monde qu'il incombe d'essayer de mettre fin à ce conflit qui cause tant de souffrances. Je puis assurer à l'honorable représentant que le gouvernement canadien fait autant à cet égard que n'importe quel autre gouvernement dans le monde et nous souhaitons autant que lui de mettre fin à ce conflit. Toutefois, la situation est actuellement la suivante: l'Organisation de l'unité africaine a été saisie de la question et les peuples africains ont beaucoup plus que n'importe quel autre peuple au monde intérêt à mettre fin au conflit. Nous croyons que si l'on veut faire un effort et porter la question devant les Nations Unies, ce sont ceux qui sont saisis présentement du problème, à savoir les États africains, qui devraient en prendre l'initiative, en ce moment tout au moins.

L'hon. M. Stanfield: Dois-je comprendre que l'attitude du gouvernement consiste à admettre que les subtilités des arrangements internationaux empêchent de secourir ou de faire pression pour secourir des dizaines de milliers de gens?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît.

M. Andrew Brewin (Greenwood): Le gouvernement canadien a-t-il été prié de prêter ou de fournir des avions Hercule pour ravitailler les régions du Nigéria atteintes par les hostilités? A-t-il accepté et, sinon, pourquoi?

L'hon. M. Sharp: Le gouvernement du Canada a été prié par la Croix-Rouge internationale de fournir des avions Hercule pour le pont aérien que cet organisme souhaitait établir. Malheureusement pour nous tous, après qu'on fut parvenu à un accord avec le gouvernement nigérian, les autorités du Biafra n'ont pas voulu consentir au pont aérien. Dans ces conditions, la question de savoir si nous devrions ou non fournir des avions Hercule est, pour le moment, hypothétique. Toutefois, dès que des arrangements